

« Il va manquer des professeurs dans certaines académies »

Jean-Rémy Girard, président du Snalc, syndicat des personnels de l'Éducation nationale, sera ce vendredi à Saint-Laurent-du-Var pour évoquer les grandes problématiques de la profession lors du congrès national.

Les maths sont de nouveau obligatoires en 1^{re} générale à la rentrée, or il est difficile de recruter des enseignants dans cette discipline. Y aura-t-il assez de professeurs pour enseigner cette matière en septembre ?

Il y aura probablement, en mathématiques comme dans beaucoup d'autres matières, des trous dans certaines académies parce qu'on a de plus en plus de mal à recruter.

Quelles autres disciplines sont particulièrement en tension ?

La technologie. À la rentrée, cette discipline est supprimée en 6^e parce qu'on a beaucoup de mal à avoir des professeurs. C'est une très mauvaise mesure de gestion des ressources humaines.

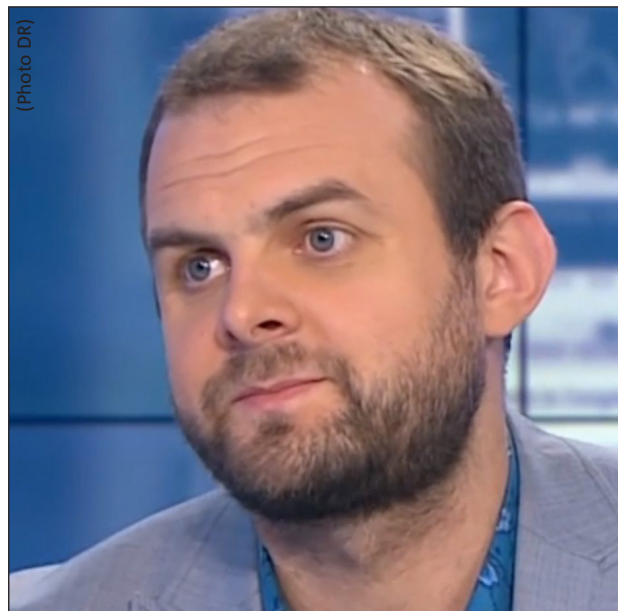
Comment s'explique cette crise des vocations ?

La faiblesse de la

rémunération des enseignants. Leur pouvoir d'achat a fondu en 30 ans. Or, les enseignants sont des fonctionnaires de catégorie A, à qui on demande un bac + 5. C'est plus que ce qu'on demande aux autres fonctionnaires de cette catégorie. Les conditions de travail se dégradent avec de plus en plus de tensions, de conflits avec les familles, d'injonctions hiérarchiques, auxquels s'ajoutent des classes parfois surchargées, les réformes perpétuelles, l'inclusion scolaire qui se passe mal parce qu'il n'y a pas assez de moyens.

Le chef de l'État a annoncé des augmentations, avec une part versée à tous et une part à ceux qui accepteront de nouvelles missions. Qu'en pensez-vous ?

L'augmentation des rémunérations, c'est



indispensable, mais pas comme l'a annoncé le chef de l'État : 92 euros par mois pour deux tiers des collègues. Pour atteindre la moyenne des salaires de notre catégorie A, c'est 900 euros de plus par mois

qu'il faudrait nous payer. On a perdu du pouvoir d'achat, donc le rattrapage salarial c'est forcément sans contrepartie. Les missions supplémentaires, pour nous, c'est une idée déplorable dans le contexte

actuel. On est dans une crise de recrutement et qu'est-ce qu'on fait passer comme message ? Les enseignants ont du temps libre, ils peuvent bien faire des missions supplémentaires.

En quoi consistent ces nouvelles missions ?

La plupart seraient des heures supplémentaires pour remplacer les collègues absents, assurer des heures de soutien en 6^e et l'aide aux devoirs au collège. Ça existe déjà et c'est déjà rémunéré.

Qu'est-ce que vous attendez des annonces du ministre sur la mixité ?

Rien ! On sait très bien que l'enseignement privé, on ne peut rien lui imposer réellement. Mais il y a un point sur lequel, nous, syndicat, on est très vigilant, c'est qu'on ne se retrouve

pas avec un système où les établissements privés augmentent leur quota d'élèves boursiers ou améliorent leur indice de positionnement social en vidant le public des meilleurs élèves des classes sociales moins favorisées.

Comment améliorer la mixité ?

Il faudrait revoir la loi et repenser le fonctionnement du privé et du privé sous contrat. On peut avoir un débat de société sur ce sujet. Sinon, on ne sera que sur des mesurette. On a deux systèmes qui n'ont pas les mêmes contraintes : le public qui accueille tout le monde, le privé qui peut choisir qui il accueille. Il ne peut donc pas y avoir une équité ou une mixité sociale parfaite.

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHILDE TRANOY
mtranoy@nicematin.fr